

# ensemble la Ville

## La réussite pour tous

Internats d'excellence, programmes de réussite éducative, accompagnement scolaire, deuxième chance...

— Octobre 2010  
#04



### Talents des cités

Des lauréats qui ont de l'avenir

p. 5



### Anru

Une école verte au quartier du Chaperon Vert

p. 12



### Busing

Asnières-sur-Seine expérimente pour la troisième année le busing

p. 14

# Sommaire

## 2 - 3 Interview

— **Éric Debarbieux**, président de l'Observatoire international de la violence à l'école, président du conseil scientifique des états généraux de la sécurité à l'école

## 4 En bref

## 5 Emploi

— **Talents des cités 2010**: des lauréats qui ont de l'avenir!

## 6 - 9 Dossier éducation

— **La réussite pour tous :**

- Marly: Internat d'excellence, et de douze !
- Accompagner dès le plus jeune âge
- Rompre avec le cercle vicieux de l'échec scolaire
- Dispositifs deuxième chance: un tremplin pour s'en sortir



## 12 - 13 Sur le terrain

— **Anru**: une école verte au quartier du Chaperon Vert  
— **Innovation**: Epareca installe des artisans dans les quartiers

## 14 Expertise

— **Asnières-sur-Seine**: à fond sur le «busing»

## 15 Voir - Lire

## 16 Portrait

— **Réussir Aujourd'hui pour s'épanouir demain**



© Pierre Rousseau / cit'images

# Violence scolaire

« il faut rétablir l'autorité, mais surtout le dialogue. »

L'école républicaine a pour mission d'ouvrir à tous la voie vers la réussite. Premier pas vers l'émancipation, l'éducation est un axe prioritaire de la politique de la ville. Toute une série de dispositifs a ainsi été mise en place afin de proposer un parcours éducatif sécurisé à chaque élève. Mais pour que la violence scolaire ne mette pas en péril tous ces efforts, il est primordial que la sécurité à l'école soit assurée. Des états généraux ont donc été organisés en avril dernier.

Interview d'Éric Debarbieux, président de l'Observatoire international de la violence à l'école et président du conseil scientifique des états généraux de la sécurité à l'école

## La violence à l'école s'est-elle aggravée, comme le disent de nombreux observateurs ?

Dire que la violence à l'école a progressé partout de la même manière est inexact. Les statistiques ne montrent pas tout. Ainsi, les enquêtes de victimisation indiquent globalement une stabilité de la violence scolaire. Or ces moyennes masquent des disparités très fortes. La progression de la violence est liée à des phénomènes socioéconomiques et à la montée de

## Ensemble la Ville

Directeur de la publication :  
Hervé Masurel

Rédactrice en chef :  
Corinne Gonthier

Comité de rédaction :  
Élisabeth Broge, Bettina Gillet,  
Corinne Gonthier, Tamara  
Mejias, Marie-Christine Paolini

Ont collaboré à ce numéro :  
Raphaël de Bengy,  
Anne Dhoquois,  
Barbara Domenech,  
Bettina Gillet

Conception graphique :  
IDcommunes

Maquette : IDcommunes

Secrétariat de rédaction :  
Angéline Blard

Couverture :  
David Puard / cit'images

Impression : IME

Site Internet :  
www.ville.gouv.fr

Pour toute correspondance :  
civ-info@ville.gouv.fr





Les états généraux de la sécurité à l'école - avril 2010

© Pierre Rousseau / cit'images

long terme, et surtout plus claire : je suis effaré par l'illisibilité de la politique sur le terrain et de l'empilement des partenariats qui échouent ou s'ignorent entre eux. En France, on se ment facilement et on préfère parler de violence intrusive, née des cités. On évite de parler de la violence qui naît de l'école elle-même, qui est pourtant la première cause identifiée.

C'est pourquoi, deux mesures nous sont apparues fondamentales : la stabilité des équipes éducatives et la formation des personnels et enseignants.

En effet, un établissement dont les équipes changent à 60% tous les ans est un établissement en danger. Or, le particularisme français, qui consiste à nommer de jeunes professeurs dans les établissements du second degré, contribue à ce phénomène : ils sont jeunes, moins expérimentés, souvent loin de chez eux et sont donc désemparés face à cette violence qu'ils ne savent pas dominer... Résultat, ils ont juste envie de partir. Heureusement, l'expérimentation CLAIR (cf. encadré ci-contre), lancée par le ministère de l'Éducation nationale en 2010-2011 sur 100 établissements, devrait permettre de constater des avancées réelles et d'ouvrir une brèche dans le système actuel quelque peu figé, notamment par l'action syndicale...

La formation des personnels et enseignants des établissements est également un impératif : elle ne peut se limiter à l'apprentissage des matières et doit comporter un volet de management, de dynamisation du groupe, de gestion des crises. Il faut en quelque sorte réapprendre l'autorité. Une enquête québécoise, par exemple, a montré que les professeurs formés sont deux fois moins agressés que les autres.

« Deux mesures sont fondamentales : la stabilité des équipes éducatives et la formation des personnels et enseignants. »

l'exclusion sociale, liée à la massification et à la forte progression du chômage. Mais il n'y a pas de déterminisme, les causes socioéconomiques n'expliquent pas tout : aux facteurs exogènes s'ajoutent des facteurs endogènes, donc scolaires, nés des établissements ghettoïsés.

### Les états généraux d'avril dernier ont-ils permis de dégager de nouvelles pistes d'actions pour lutter contre la violence à l'école ?

Le premier mérite des états généraux a été de faire prendre conscience à tous (État, associations, partenaires, etc.) de la nécessité de rompre avec le système actuel qui ne fonctionne plus, et de la responsabilité de tous en matière de prévention. C'est déjà un progrès. Il faudrait ensuite être capables d'avoir une politique de prévention à

## Lutter contre l'échec scolaire

Le secrétariat d'État à la Politique de la ville travaille en amont pour prévenir les risques de décrochage et développer au plus tôt des parcours vers l'excellence.

Quatre axes ont été définis :

- **Accompagner** : soutien scolaire (pour rendre l'accompagnement éducatif effectif et obligatoire dans les établissements en difficulté), santé/social (en traitant les sources possibles de violences et d'échec scolaire : dyslexie, vue, audition, toxicomanie, santé psychique...) et parentalité (donner aux parents une place dans la réussite de leur enfant : école des parents, etc.) ;
- **Faire persévérer** : éviter l'expulsion et les risques de décrochages scolaires (prise en charge par des associations, système « alternative suspension », classes relais, actions de réinsertion pendant les vacances scolaires, écoles de la deuxième chance...);
- **Orienter et insérer - les parcours pour l'emploi pour les 14-21 ans** : favoriser la découverte précoce des filières, généraliser l'apprentissage et l'alternance dans les collèges, créer des parcours d'initiation aux métiers, revaloriser la filière professionnelle (création de passerelles entre filières, qualifications professionnelles, transformation des lycées professionnels en lycées de métiers), favoriser le rapprochement entreprises/ lycées et collèges ;
- **Encourager la mixité et la mobilité** : busing, internats d'excellence, mise en réseau des établissements au niveau local et à l'international.

## Le programme CLAIR

Le programme baptisé CLAIR (collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation, la réussite), instauré après des états généraux de la sécurité à l'école, prévoit de modifier les dispositifs existants et introduit trois mesures : par dérogation, les chefs d'établissement peuvent choisir leurs équipes et disposent de moyens pour attirer des professeurs prêts à relever le défi ; la validation du socle commun obligatoire reste la priorité, et ce par tous les moyens innovants lancés par les établissements ; enfin, un préfet des études est nommé par niveau, responsable sur le plan pédagogique et éducatif. Avant d'être généralisé à la rentrée 2011, le programme CLAIR est expérimenté depuis septembre dans une centaine d'établissements (collèges et lycées).

### Rétablissement de l'autorité, contrôle des élèves (vidéosurveillance, police...), ce durcissement est-il efficace ?

Il est nécessaire d'éviter les intrusions d'objets dangereux et de gens en filtrant les entrées et les sorties. Pour le reste – les mesures d'isolement, les détecteurs, etc. –, on a vu aux États-Unis que ce n'était pas efficace. C'est même contre-productif. Cela génère encore plus de violence. Ériger l'établissement en forteresse, c'est le présenter en cible prête à être assiégée. Il faut rétablir l'autorité, mais surtout rétablir le dialogue, l'écoute... C'est très efficace, mais en France on hésite toujours...

### Comment vos propositions ont-elles été accueillies ?

Je pense que beaucoup d'entre elles ont été entendues (nécessité des enquêtes de victimisation, de la formation, de la stabilisation des équipes). D'autres seront réaffirmées, notamment lors du point d'étape sur les états généraux fixé à octobre.

— Propos recueillis par Bettina Gillet

### En savoir +

- **Rapport de mission sur les violences en milieu scolaire et la place de la famille (Alain Bauer - mars 2010)**
- **Note d'information - 22 octobre - ministère de l'Éducation nationale**  
*Les actes de violence recensés dans les établissements publics du second degré en 2008-2009*

## Excellence culturelle

### 1<sup>ère</sup> Académie des Arts : c'est parti !

Le vendredi 24 septembre, Fadéla Amara s'est rendue à Cenon pour inaugurer la première Académie des Arts sur le territoire national : le Rocher de Palmer. Au cœur des quartiers populaires de l'agglomération bordelaise, cet établissement pionnier de l'excellence culturelle programme d'ores et déjà une riche palette de spectacles, rencontres et ateliers qui sont autant d'étapes sur le parcours de la sensibilisation et de l'apprentissage de l'art. Apprentis chanteurs d'opéra ou rappeurs, amateurs d'arts numériques, tous les talents y sont conviés pour faire vivre la culture de demain. Casser les ghettos sociaux et mentaux, telle est en effet la mission du label « Académie des Arts » qui doit rapidement essaimer sur l'ensemble du territoire. Ouvrant la culture à tous et à chacun, au-delà des origines sociales et des lieux de résidence, les Académies des Arts doivent participer à l'émergence de talents et de nouvelles disciplines artistiques. Source d'emploi dans les quartiers et véritable tremplin pour leur potentiel créatif, elles contribuent à la réduction de la fracture culturelle et artistique entre les territoires. Car, comme l'a rappelé la secrétaire d'État : « *La vocation de la culture est de permettre à tous de s'élever et de s'ouvrir aux autres [...] C'est pour cela que je ne peux croire à l'opposition entre une culture pour les élites et une culture au rabais pour les classes populaires* ».

#### En savoir +

- [www.ville.gouv.fr](http://www.ville.gouv.fr)
- <http://lerocherdepalmer.fr>



© Photo : Christian Richters - Architecte : Bernard Tschumi



© SEPOV

Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'Écologie, Fadéla Amara, secrétaire d'État chargée de la Politique de la ville et Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire de Marseille en compagnie de ministres du pourtour méditerranéen.

## Métropoles durables

### Marseille : Premier forum international sur les villes nouvelles de la Méditerranée

Jeudi 30 et vendredi 1<sup>er</sup> octobre s'est tenu à Marseille le forum « Villes Nouvelles en Méditerranée, pour des métropoles durables », que Fadéla Amara a co-organisé avec Ahmed Al Maghrebi, Ministre égyptien de l'infrastructure et de l'habitat. Près du vieux port, l'espace Bargemon a fait salle comble, accueillant pas moins de 250 participants et intervenants parmi lesquels Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la mer, Ali Al Gahazawi, ministre jordanien des Affaires municipales, Mustapha Demir, ministre turc des Travaux publics et du Logement, Moustapha El-Demerdash, ministre égyptien délégué et président du centre national pour la recherche du logement et de la construction, Mehdi Mlika, ministre tunisien chargé de l'Environnement auprès du Premier ministre, Cherif Rahmani, ministre algérien de l'Aménagement du territoire ou encore Essaid Zniber, secrétaire général du ministère marocain de l'Habitat et de l'Urbanisme. Pendant deux jours de débat, aux côtés des dirigeants du pourtour méditerranéen, des acteurs privés sont venus partager leurs expériences et perspectives : architectes, urbanistes... Tous s'étaient donnés rendez-vous pour échanger sur les politiques de rénovation urbaine et d'édification de villes nouvelles en Méditerranée, dont la problématique s'impose avec force, à l'heure où deux habitants sur trois sont déjà citoyens dans les pays du pourtour méditerranéen. À l'issue de ce Forum, un réseau des opérateurs urbains en Méditerranée a été lancé. Son objectif est de participer au développement urbain durable dans le respect de la spécificité des territoires et des cultures. Le réseau réunira et fera travailler les professionnels de l'ensemble du pourtour méditerranéen, qui échangeront sur leurs pratiques respectives, compareront leurs approches du développement urbain durable, travailleront à l'identification d'objectifs communs à poursuivre dans le but de bâtir, ensemble, un référentiel du développement méditerranéen urbain durable.

À noter : Un rendez-vous a d'ores et déjà été pris pour l'année prochaine. Trois pays se sont portés candidats pour accueillir la deuxième édition de ce Forum international : l'Algérie, l'Égypte et le Maroc !

#### En savoir +

- [www.ville.gouv.fr](http://www.ville.gouv.fr)

## En bref

### Clôture de VVV été 2010

C'est à Champigny-sur-Marne (94) que s'est clôturée l'édition estivale de « VVV – Des vacances, moi aussi ! ». Un grand cru pour cette opération qui propose des activités et vacances à plus de 800 000 jeunes des quartiers populaires sur l'ensemble de l'année 2010. Cette année encore, 10,5 millions d'euros permettent de financer 4 123 projets innovants pour la mixité sociale et l'accès aux loisirs, comme l'aide à la construction d'une école au Maroc ou l'apprentissage de la navigation sur un voilier en Vendée. Lors de la clôture à Champigny-sur-Marne, jeunes et policiers ont pu se remettre des prix du fair-play et de l'assiduité. Un beau symbole pour cette opération qui vient de souffler sa 15<sup>e</sup> bougie.

### Cohésion nationale et citoyenneté

Entre le 10 novembre et le 2 décembre se tiendra le prochain séminaire « Cohésion nationale et citoyenneté ». Organisé par l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), à l'intention des cadres du monde associatif, des secteurs privé et public, ainsi que des élus exerçant des responsabilités en Île-de-France, ce séminaire vise à susciter une réflexion et des échanges sur les problématiques de citoyenneté à travers du lien Défense/Nation.

Procédure d'inscription sur le lien [www.ihedn.fr](http://www.ihedn.fr)

Talents des cités 2010

# Des lauréats qui ont de l'avenir !



© Alain François

Le 23 octobre, le Sénat accueillera la remise des prix de l'opération Talents des cités. Comme chaque année, un jury d'honneur désignera, parmi un palmarès de onze lauréats nationaux, deux prix spéciaux. Retour sur le parcours de la mention spéciale 2009, Louisa Djouad, parrainée par la Fondation SFR, qui en créant son propre emploi a permis aux autres d'en retrouver un. Un an après, une évolution plus que solidaire.

«Madame, la mobilité est un préalable à l'emploi. Si vous n'avez pas de véhicule, ce sera difficile de travailler avec nous.»

C'est suite à un accident de voiture et à l'incapacité de se rendre à un entretien d'embauche que Louisa Djouad, jeune Roubaissienne de 38 ans, décide de créer sa propre société de location de véhicules pour aider les populations en situation d'insertion. Mobil'Emploi, née en septembre 2009 de l'association Diver'cité – dans laquelle la jeune femme travaillait depuis 2008 – s'est implantée dans le quartier d'Epeule-Fresnoy, à Roubaix, à proximité des habitants les plus démunis, ceux auxquels l'entreprise souhaite apporter un service. Le principe est simple : la réparation et la location automobile solidaire ; autrement dit, louer un véhicule à la journée ou la demi-journée à coût réduit dans un but professionnel. Ce concept novateur a séduit les membres du jury de Talents des cités et Louisa Djouad, parrainée par la Fondation SFR, s'est vue décerner le prix national «Mention spéciale nationale» pour l'édition 2009.

«Nous avons décidé de parvenir à un modèle de garage "éco-citoyen".»

Louisa Djouad

à la location solidaire. Faire réparer des véhicules à moindre frais par des professionnels, avec un outillage automobile spécialisé, pour un public à faible revenu, complète ce dispositif d'insertion.

Louisa précise bien qu'il ne s'agit pas de concurrencer les professionnels de l'automobile, son activité s'intégrant dans le champ de l'économie sociale et solidaire, revêt également une dimension environ-

nementale : «Conscients que notre secteur d'activité génère une quantité importante de déchets, nous avons décidé de parvenir à un modèle de garage "éco-citoyen" : concilier mécanique et protection de l'environnement, et recycler les déchets des voitures au maximum ».

## Talents des cités ou l'histoire d'une reconnaissance

L'aventure Talents des cités lui a ouvert de nombreuses portes, et particulièrement celles des médias. Louisa est reconnaissante de cette mise en lumière et parle de Talents des cités comme d'une formidable expérience. Outre l'apport financier de l'opération qui lui a permis de se réaliser, 300 adhérents lui font désormais confiance et lui ont même demandé de se lancer dans la vente de véhicules. Ainsi, depuis septembre 2010, Louisa bénéficie d'un parc automobile de trois à quatre véhicules par mois destinés à la vente, mais toujours dans la droite ligne de l'économie sociale et solidaire. La vente se fait à bas coût à l'aide d'un microcrédit, avec la Croix-Rouge comme nouveau partenaire. Prochain objectif pour Louisa, devenir une entreprise d'insertion à part entière.

— Barbara Domenech

En savoir +

— [contact@mobil-emploi.net](mailto:contact@mobil-emploi.net)

03 20 01 67 88

— [www.talentsdescites.com](http://www.talentsdescites.com)

## Une entreprise sérieuse et pragmatique

Si le garage Mobil'Emploi entend répondre aux problèmes de l'insertion professionnelle, l'entreprise «exige» quelques références sérieuses de ses bénéficiaires : recommandés par les services sociaux ou associations d'insertion, ils se voient remettre, moyennant une cotisation annuelle de 10 euros et pour 7 euros la journée, les clés du véhicule qui leur permettra peut-être de retrouver le chemin du travail. Mais Louisa Djouad n'en est pas restée



## 11 lauréats nationaux 2010 et leurs parrains

### Catégorie «création» :

- **R. Le Creff, A. Grandon pour HTS / Hygiène Tous Services**, prix FinanCités (nettoyage industriel, Montpellier)
- **A. Decle pour Cod'Idf**, prix Fondation RATP (codification pour les instituts de sondages, Trappes)
- **N. et M. Porsan pour Easy Day**, prix Fondation SFR (services à la personne, Pierrefitte-sur-Seine)
- **D. Faucon pour Anim'ALIM**, prix Groupe Casino (prévention alimentaire, Clermont-Ferrand)
- **G. Grenet pour E-maginons un autre monde**, prix Talan (dialogue interculturel, Strasbourg)
- **S. et R. Rahem pour Trocomani**, prix PQR (dépôt-vente d'objets high-tech, Le Havre)

### Catégorie «émergence» :

- **A. N'Diaye pour Mosaïque**, prix du Sénat (ressources humaines, Besançon)
- **S. Baybay, O. Clause, V. Jarry pour Hecho Mano**, prix Caisse des dépôts (serrurerie métallerie d'art, Le Mans)
- **N. Ahallouch pour EuroDiversité**, prix Société Générale (site de CV vidéo, Roubaix)
- **A. Ly pour E2CO**, prix GDF Suez (éco-calculateur des consommations énergétiques, Lormont)
- **E. Tshitambwe pour Ma Minute Zen**, prix Groupe HEC (relaxation en entreprise, Lormont)

# La réussite pour tous

Pour permettre à l'école de jouer son rôle d'ascenseur social, il est nécessaire de lever tous les obstacles que peuvent rencontrer les jeunes des quartiers au cours de leur scolarité. En matière d'éducation, la dynamique Espoir banlieues défend ainsi deux grandes priorités : l'accès à l'excellence et la lutte contre le décrochage scolaire. Dans ce cadre, plusieurs dispositifs « individualisés » sont développés avec une seule et même ambition : « la réussite pour tous ».



## Marly-le-Roi Internat d'excellence : et de douze !

Après Sourdun (77) en 2009, onze autres internats d'excellence ont vu le jour à la rentrée 2010. Parmi eux, celui de Marly-le-Roi (78), qui accueille depuis septembre dernier 138 élèves de la cinquième à la première dans les anciens locaux de l'Injep.



À chaque internat d'excellence ses particularités. Celui de Marly-le-Roi en a deux : accueillir des jeunes collégiens et lycéens qui suivront l'essentiel de leur scolarité\* dans des établissements partenaires (situés à Saint-Germain-en-Laye, la Celle Saint-



Cloud et Marly), et axer ses apprentissages extra-scolaires sur la culture et l'art d'un côté, le numérique de l'autre. Voilà pour ce qui différencie Marly des autres internats. Pour le reste, la mission est la même, comme le résume Jean-Christophe Bergeron, directeur de l'établissement : « recevoir des élèves pour qui l'Éducation nationale peut encore tout offrir, mais qui vivent dans un contexte matériel qui ne leur permet pas d'exploiter tout leur potentiel ».

### Première rentrée

Dimanche 5 septembre, jour de rentrée à l'internat : ils sont 138 à prendre possession des lieux, après avoir été sélectionnés (sur 450 dossiers) en fonction de critères sociaux et scolaires. Tous connaissent déjà ce site de 9 hectares, ancien siège de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) dont les locaux ont été réhabilités pour assurer l'accueil de mineurs dans de bonnes conditions. Et aux dires de monsieur le directeur, tout le monde est content. « Quand nous les avons rencontrés pour la première fois avec leurs familles, tous avaient l'air d'être très motivés. La formule de l'internat, longtemps tombée en désuétude en France, répond à une demande des parents ; selon eux, c'est une solution pour lutter contre l'échec scolaire et

éviter à leurs enfants des engrenages négatifs », affirme le directeur. La moitié des 138 élèves sont issus de zones urbaines sensibles, des Yvelines principalement. La plupart d'entre eux sont boursiers. Tous ne demandent qu'à améliorer leurs résultats scolaires. De quoi, en

**« L'internat est une solution pour lutter contre l'échec scolaire et éviter aux enfants des engrenages négatifs liés au contexte social de certains quartiers. »**

Jean-Christophe Bergeron

tout cas, donner tout son sens au mot « excellence ». « Il s'agit de partir de la volonté des élèves et de les mener le plus loin possible en ouvrant des perspectives et en leur donnant de l'ambition, y compris dans les voies professionnelles », explique Jean-Christophe

Bergeron. Pour ce faire, l'équipe d'encadrants, une trentaine à Marly dont vingt-cinq assistants d'éducation, a pour mission de faire un suivi individualisé de chacun, un accompagnement éducatif qui correspond à des heures de soutien en fin de journée ou encore à des

## Nicolas Sarkozy Président de la République

Visite des lieux, rencontre et échanges avec les élèves : le président de la République a inauguré, jeudi 9 septembre, l'internat d'excellence de Marly-le-Roi.

### À qui sont destinés les internats d'excellence ?

Ils s'adressent aux élèves méritants, c'est-à-dire à tous ceux qui ont montré qu'ils voulaient s'en sortir et réussir, malgré les difficultés. Ils ne sont donc pas réservés aux premiers de la classe, mais à tous les jeunes motivés, qui ne bénéficient pas chez eux de bonnes conditions pour réussir. À tous ceux-là, nous avons décidé de donner une chance supplémentaire.

### En quelques mots-clés, quel est le concept de ce type d'internat ?

Les internats d'excellence permettent d'offrir aux enfants qui n'en ont pas, une chambre, un équipement informatique et un environnement de travail qui encourage le goût pour les études. Le sport et la culture y jouent un rôle important. Ce n'est pas une punition, c'est une récompense. Ce n'est pas un exil, les internats d'excellence sont d'ailleurs souvent situés au cœur de nos villes.

### Quel message adressez-vous aux jeunes des quartiers à travers ce dispositif ?

Je veux qu'ils soient fiers de leurs origines, fiers du quartier d'où ils viennent, fiers de leurs parcours. Personne ne peut s'en sortir s'il n'est pas décidé à faire un effort pour lui-même, pour ses enfants et pour sa famille. Cet effort, quand un jeune le fait, la République lui répond. Il faut sortir du discours misérabiliste qui consiste à assimiler origine, quartier et échec. Je préfère associer origine, quartier et excellence !



activités extrascolaires... À Marly, le rectorat a souhaité mettre l'accent sur l'art, la culture et le numérique. Des partenariats avec l'Orchestre de Paris, le Centre dramatique national de Sartrouville, la compagnie de hip-hop Black Blanc Beur... vont donner lieu à l'animation d'ateliers de théâtre, danse, musique, et à l'organisation de représentations au sein de l'internat, mais aussi de plusieurs sorties culturelles. De plus, le maillage fort entre les différents établissements scolaires et l'internat permettra à tous les élèves, internes ou pas, de profiter de ces partenariats.

Quant au numérique, c'est le Centre régional de documentation pédagogique de l'académie de Versailles qui a la charge des ateliers axés sur l'usage des nouvelles technologies. « Nous souhaitons créer une synergie entre ces différents ateliers », précise le directeur. Les élèves pourront ainsi s'initier au cinéma ou aux arts plastiques via des outils numériques. »

### Des internats en réseau

Pour s'assurer d'une rentrée dans les meilleures conditions à Marly, Jean-Christophe Bergeron s'est appuyé sur l'expérience de Jean-François Bourdon, son homologue de Sourdun, l'internat d'excellence pilote ouvert l'an passé. « Nous avons échangé sur divers aspects pratiques, les tarifs, l'achat de véhicules ou encore sur

le règlement intérieur. Tous les dirigeants d'internats d'excellence se sont du reste rencontrés à plusieurs reprises dans l'idée de monter un réseau. Car, même si les modes de fonctionnement et les contextes géographiques varient, nous avons tous un point commun : il y a tout à créer. »

Du côté de Marly, en tout cas, chefs d'établissements partenaires et directeur de l'internat expriment de concert leur enthousiasme et leur envie d'en découdre : « Nous sommes tous d'accord pour dire que ces gosses valent le coup et qu'il y a des choses à faire avec eux pour les responsabiliser, et les mettre sur la voie de la réussite », résume Jean-Christophe Bergeron. L'intérêt des internats d'excellence, c'est que l'on se préoccupe d'élèves que l'on ne voyait pas avant car ils ne posaient pas de problèmes de comportement : on va les chercher là où ils sont pour les amener loin. Ce n'est plus de la gestion de masse mais de la chirurgie de précision. Or, la qualité du soin dépend de la pertinence du diagnostic. »

— Anne Dhoquois

\*Seuls les collégiens suivront quelques enseignements (maths, anglais, histoire-géo...) à l'internat.

### En savoir +

- [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr)
- [www.ville.gouv.fr](http://www.ville.gouv.fr)

## Douze internats, déjà !

Le Président de la République l'avait promis, 500 millions d'euros iraient à la création d'internats d'excellence pour fournir « aux jeunes d'origine modeste de bonnes conditions de vie et d'études ». Après l'internat de Sourdun inauguré l'an passé, onze nouveaux internats viennent d'ouvrir leurs portes : Barcelonnette, Cachan, Douai, Langres, Le Havre, Maripasoula, Marly-le-Roi, Metz, Montpellier, Nice et Noyon.





© YMCA

# Accompagner dès le plus jeune âge

Pour que chaque enfant bénéficie des mêmes chances de réussir, il est primordial de détecter au plus tôt les signes de fragilité afin d'y remédier dès le plus jeune âge. Zoom sur un accompagnement individualisé avec les programmes de réussite éducative et la généralisation du soutien scolaire.

## Éducation à la santé et aide à la parentalité

Lancés en 2005, les programmes de réussite éducative (PRE) bénéficient à plus de 100 000 enfants par an. Ils permettent le suivi personnalisé des enfants dès l'âge de 2 ans. L'enjeu est, ici, d'agir sur les multiples causes d'un échec scolaire.

Le décrochage se nourrit de tous les risques

sociaux auxquels sont exposées les populations des quartiers prioritaires. Il peut prendre racine dans les difficultés économiques d'une famille. Il se développe lentement parce qu'un problème de santé, qui aurait pu être diagnostiqué, n'a pas été traité. Il peut être aussi le résultat de l'enclavement et de l'insuffisance de l'offre culturelle...

La responsabilité qui consiste à repérer ces

problèmes et à y apporter des solutions ne peut être laissée aux seuls enseignants. Les équipes des programmes de réussite éducative ont ainsi pour rôle d'assurer cette fonction de vigie et d'éclaireur pour les enfants en difficulté. C'est à elles qu'il revient, en équipe et en lien avec les enseignants et les chefs d'établissement, de détecter ce qui freine un jeune dans sa réussite et de lui proposer des solutions adaptées, afin de l'aider à retrouver le chemin de l'excellence. La pluridisciplinarité du suivi est essentielle. À la demande de Fadéla Amara, les actions dans le domaine de la santé et de l'aide à la parentalité seront d'ailleurs profondément renforcées.

## Créteil : l'école et les parents

L'académie de Créteil a fait de l'aide à la parentalité un axe essentiel de la lutte contre les difficultés scolaires et de la prévention du décrochage. Zoom sur un dispositif en voie de généralisation : la mallette des parents. Pour renforcer le lien entre l'école et les familles, particulièrement pour celles dont la culture est la plus éloignée de celle de l'école, une « mallette des parents » a été expérimentée l'année dernière. Il s'agit notamment de reconnaître et conforter les parents dans leur rôle de coéducateurs.

Au niveau du collège, des rencontres physiques régulières parents-enseignants et un système d'information (blog des parents, bornes d'information) permettent de réfléchir ensemble au suivi de la scolarité : Comment se tenir au courant de ce qui se passe au collège? Qu'attendent les professeurs des élèves et de leurs parents? Comment les parents peuvent-ils s'y prendre pour aider leurs enfants?... Autant de réflexions menées et à travers lesquelles chacun peut mieux trouver sa place dans la scolarité des enfants. Ce dispositif expérimental sera étendu dans 1300 établissements d'autres académies dès la rentrée 2010-2011.

## Démocratiser l'accompagnement éducatif

Avec 200 000 élèves du primaire et 221 000 collégiens de l'éducation prioritaire concernés, l'accompagnement éducatif a connu une véritable démocratisation. Ce dispositif assurant « l'école après l'école » vise ainsi à rétablir l'égalité des chances pour permettre à l'école d'assurer la réussite de chacun en offrant gratuitement aide aux devoirs, activités culturelles, sportives et éducatives.

# Rompre avec le cercle vicieux de l'échec scolaire

Basée sur l'innovation et l'expérimentation, la politique de la ville est continuellement à la recherche de nouvelles solutions toujours plus efficaces. En décembre 2009, Fadéla Amara s'est rendue à Montréal, au Canada, afin d'observer sur le terrain la mise en œuvre et les résultats du programme Alternative suspension de l'association YMCA Québec. De retour en France, un partenariat avec la ville de Courcouronnes a alors vu le jour pour une adaptation de ce dispositif.

Étienne Pagé, directeur du programme Alternative suspension pour la Province du Québec



## Quelle est la genèse du programme Alternative suspension ?

Il y a dix ans, à Montréal, une école proche d'un des centres de notre association, YMCA Québec, nous a sollicités pour réfléchir à la situation des jeunes qui sont renvoyés temporairement de l'école, se retrouvent livrés à eux-mêmes et prennent du retard dans leurs études. Il fallait lutter contre la corrélation suspension / décrochage scolaire / entrée en criminalité. Nous avons donc lancé le programme «Alternative suspension» avec cette école, avant de l'étendre à six quartiers en difficulté de Montréal, puis à huit villes au Québec. Depuis septembre dernier, sept autres villes canadiennes sont aussi concernées. C'est partout un succès : une évaluation de nos programmes, menée entre 2002 et 2005, montre qu'Alternative suspension a un impact positif à 50 % sur les jeunes à court et moyen terme, et à 85 % à long terme.

## En quoi consiste ce programme ?

Quand la direction d'un établissement décide de suspendre un élève pour des problèmes de comportement, elle prend contact avec nous. Le jeune concerné est alors contraint, dès le lendemain, de se rendre dans le centre Alternative suspension le plus proche de son établissement scolaire. Il y reste cinq jours durant lesquels il est pris en charge par un intervenant, le plus souvent un éducateur spécialisé dans les techniques d'intervention en délinquance. Les matinées sont consacrées à des cours intensifs correspondant à son programme scolaire. L'après-midi, l'éducateur met en place des ateliers de discussion et de

réflexion avec des jeunes, par groupes de six maximum, sur des thématiques adaptées aux difficultés de chacun. L'objectif de ces ateliers est de débattre de la relation à l'autorité, de la notion de responsabilité... afin d'amener l'élève à comprendre pourquoi il a été mis à pied, et comment ne pas recommencer. Pour nous, un séjour réussi, c'est un jeune qui a apprécié son passage chez nous, mais qui ne veut pas revenir !

## Alternative suspension est-il applicable en France ?

Il faut bien sûr l'adapter au contexte local, mais ce n'est ni compliqué, ni coûteux. À Montréal par exemple, un établissement Alternative suspension qui accueille entre 100 et 120 élèves par an ne nécessite qu'un local, un intervenant à plein temps et un à mi-temps avec d'excellents résultats. C'est pourquoi, à la demande de Fadéla Amara, je reviens en France pour aider à l'implantation, à Courcouronnes, du programme pilote Alternative suspension dès la rentrée scolaire 2010.

*Propos recueillis par Raphaël de Bengy*

## En savoir +

- sur l'alliance mondiale des YMCA : [www.ymca.int](http://www.ymca.int)
- sur YMCA du Québec : <http://ymcaquebec.org>

## Courcouronnes sur les traces de YMCA



«J'ai signé un partenariat avec Les YMCA du Québec, qui nous accompagnent pour l'adaptation, dès cette rentrée de septembre, du programme Alternative suspension sous la forme d'un projet pilote à

Courcouronnes. Nous reprenons exactement leur méthode : cours intensifs le matin et réflexion civique l'après-midi, en adaptant sur le plan institutionnel. Ce n'est donc pas une association qui prend en charge le programme, mais le service jeunesse de la mairie de Courcouronnes, comme c'est déjà le cas pour les dispositifs de veille éducative et de réussite éducative. En revanche, comme au Québec, la structure est indépendante de l'école, même si elle est financée par la Ville. Il existe déjà en France un certain nombre de réponses locales aux problématiques de décrochage scolaire suite aux suspensions (comme garder les enfants à l'école pour des tâches en cuisine, par exemple), mais ces réponses sont très disparates et souvent moins efficaces que le dispositif québécois.»

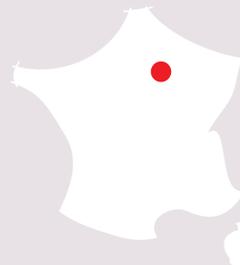
— Frédéric Bourthoumiu, directeur général adjoint en charge de la politique éducative à Courcouronnes, et président de l'association nationale des acteurs de la réussite éducative.

## Renouer avec l'apprentissage scolaire

Les dispositifs relais (classes et ateliers), proposés par le ministère de l'Éducation nationale et le secrétariat d'État à la Politique de la ville, accueillent des élèves de collèges, éventuellement de lycées, entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire (manquements graves, absentéisme chronique, démotivation profonde, déscolarisation) et pour lesquels les mesures d'appui et de soutien prévues au sein de l'établissement ont échoué. Ces dispositifs induisent un encadrement renforcé, un accueil par petits groupes d'élèves et un fort partenariat entre l'Éducation nationale, la protection judiciaire de la jeunesse, les collectivités locales, des associations agréées complémentaires de l'enseignement public et des fondations reconnues d'utilité publique... Grâce à leur souplesse et leur variété, ils ont montré, en quelques années, leur efficacité dans la lutte contre le décrochage scolaire : 77 % des élèves de dispositifs relais ont été rescolarisés en collège, 9 % en lycée professionnel et 10 % en apprentissage. Pour seulement 1 à 2 % des élèves, il n'a pas été trouvé de solutions.

# Dispositifs deuxième chance : un tremplin pour s'en sortir

Trois dispositifs de la politique de la ville proposent des solutions aux jeunes sortis du système scolaire sans qualification, ni diplôme. Les décrocheurs de 16 à 25 ans peuvent intégrer les écoles de la deuxième chance, les micros lycées (voir encadré p. 11) ou les centres Epide. Visite guidée du premier centre Epide, installé au cœur d'un site de 42 hectares à Montry (77).



L'Épide de Montry est situé au milieu d'un parc comportant un château classé, une orangerie et des arbres du bout du monde comme le séquoia...



Ici, tout le monde se lève à 6 heures et porte un uniforme. Et cela ne semble pas gêner les jeunes, tous volontaires.



À leur arrivée, les jeunes sont soumis à deux mois de rodage comportemental et à des pratiques sportives intensives.



Pour leur redonner du « savoir être », les jeunes volontaires à la formation espaces verts sont tenus d'observer une attitude respectueuse entre eux et face à l'encadrement.

© Pierre-Rousseau / cllimages

«Deviens ce que tu es», tel pourrait être le slogan des centres Épide (établissements publics d'insertion de la Défense). Car l'objectif de ce programme, financé par les ministères de l'Emploi et de la Ville, est bien de donner une deuxième chance à des jeunes en risque de marginalisation.

Pour y parvenir, rien n'a été laissé au hasard : de la discipline pour recadrer les comportements – certains encadrants sont issus de l'armée – à l'édification d'un projet professionnel devant mener à une insertion au sein d'une entreprise. Les jeunes ont quelques mois pour se trouver et convaincre un employeur. Et cela marche.

## Discipline et expérimentation

À Montry, ils sont un peu plus de 200, âgés de 18 à 25 ans, à vivre dans cet ancien Creps<sup>1</sup> reconverti en centre Épide. Vivre est le mot juste puisque le dispositif est basé sur l'internat, cinq jours sur sept.

Durant les premiers mois, les soixante-treize encadrants ont pour mission de leur apprendre «à bien se tenir». Oubliées les démarches chaloupées, la casquette à l'envers et les grasses matinées. Ici, tout le monde se lève à 6 heures du matin, porte un uniforme, marche en rang serré, regarde droit dans les yeux et se met au garde-à-vous. Et ça ne semble pas gêner les jeunes, tous volontaires pour venir passer quelques mois – de huit à vingt-quatre maximum – en collectivité. «On s'y habitue», explique ainsi Noémie<sup>2</sup>, 19 ans, interne depuis neuf mois. Besoin d'un cadre, de limites, d'attention... c'est ce qu'ils viennent chercher, quittant pour un temps un environnement familial souvent compliqué et des lieux de vie qui ne facilitent pas l'intégration professionnelle.

À Montry, les jeunes sont majoritairement issus du 93, ou encore du 77 et du 94. 27 % viennent de ZUS, 21 % d'autres quartiers prioritaires et 32 % sont des filles. Repérés dans le cadre des Journées d'appel de préparation pour la Défense (JAPD), envoyés à l'Épide via le Pôle emploi ou les missions locales,

ou encore candidats spontanés – le bouche à oreille fonctionne bien –, ils ont conscience que se joue ici une étape importante de leur vie qui tient en peu de mots : projet professionnel.

Car après deux mois de rodage comportemental et d'activités sportives intenses, les jeunes suivent des cours de remise à niveau en maths, français, vie sociale et informatique, et sont pris en main par des chargés d'insertion dont l'objectif est de faire émerger une envie pouvant mener à un métier réaliste. Nathalie Mouillet, directrice marketing et communication de l'Épide, se souvient d'une jeune fille désireuse de devenir «esthéticienne à bord de l'A380». «Si l'anecdote peut paraître savoureuse, elle révèle surtout une forte méconnaissance du monde du travail», indique-t-elle. Pour éviter de lancer les jeunes dans des projets qui n'en seraient pas, l'Épide s'appuie sur l'expérimentation : une fois son projet professionnel défini, le jeune doit absolument tester au préalable le métier qu'il

ambitionne, via des travaux pratiques ou des stages, pour confirmer son choix. Dans le cadre d'une formation au second œuvre BTP, montée en partenariat avec l'Afpa, huit jeunes se sont ainsi attaqués à

la rénovation de leurs propres salles de cours. Et, aux dires de certains, ils ne s'attendaient pas à ce que «ce soit si dur». Mais tous ont confirmé leur intérêt.

## Convaincre les entreprises

L'objectif est ensuite de convaincre les entreprises du bassin d'emploi de les embaucher.

Ghislaine Detranchant, directrice de l'insertion et de la formation, argue que «la meilleure façon, c'est de leur faire rencontrer les jeunes. Quand ils les voient, c'est gagné. Car un patron cherche avant tout un jeune ponctuel, assidu, respectueux, ayant le goût de l'effort... Pour les compétences, l'entreprise peut s'en charger une fois le jeune intégré». Convaincus que, pour une embauche, le comportement des jeunes prime sur la qualification, les cadres de l'Épide ont fait

**Ces jeunes ont conscience que se joue ici une étape importante de leur vie.**

## Aperçu de deux autres dispositifs : E2C et Micro-lycées

### Les Écoles de la deuxième chance (E2C) : se remettre à niveau

Les E2C accueillent des adultes, de 18 à 25 ans, sortis depuis au moins deux ans du système scolaire, sans diplôme ni qualification. Pour aider ces jeunes à se former et aller vers un métier choisi, l'enseignement dure de neuf mois à un an ; pas de cours magistraux pour les matières générales (français, maths, anglais...) mais des cours individualisés, avec pour chaque élève, selon son niveau, l'appui personnalisé des enseignants. La moitié du temps est consacrée aux stages en entreprise pour préparer le projet professionnel. En plus des connaissances scolaires, le développement d'autres aptitudes est favorisé : s'organiser, monter des projets, développer sa créativité, travailler en groupe, exprimer sa créativité... 7400 jeunes sont accueillis dans plus de soixante-deux sites écoles.

#### En savoir +

— [www.fondatione2c.org/srt/e2c/home](http://www.fondatione2c.org/srt/e2c/home)

### Les micro-lycées pour éviter de « décrocher »

Ce sont des établissements de petite taille qui accueillent des élèves en rupture scolaire depuis plus d'un an. Le retour à la scolarité est souvent bloqué par le système éducatif lui-même ; d'où la création de ces petites structures qui accompagnent les jeunes volontaires (un adulte pour huit élèves) et leur proposent non seulement de renouer avec l'école, mais aussi d'aller jusqu'au baccalauréat. Le premier micro-lycée est né à Sénart (Seine-et-Marne) en 2000, avec le soutien du Conseil national de l'innovation et de la réussite scolaire (CNIRS). Depuis, d'autres ont vu le jour. La circulaire de préparation de la rentrée 2010, parue le 18 mars au B.O., préconise la création « à terme » d'au moins un micro-lycée par académie.

#### En savoir +

— [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr)

évoluer leur dispositif dans ce sens. Guillaume Mercuri, formateur en espaces verts à Montry, explique : « *Au début, on voulait leur faire passer une formation diplômante en un an, le CAPA espaces verts, mais le public n'était pas adapté. Quant aux entreprises, elles recherchent des jeunes ayant une expérience de terrain et le permis de conduire. Nous nous sommes donc adaptés à leurs besoins pour favoriser un accès rapide à l'emploi : des stages pratiques nombreux et un accès facilité au permis de conduire.* »

« **Un patron cherche avant tout un jeune ponctuel, assidu, respectueux, ayant le goût de l'effort...** »

Ghislaine Detranchant



Gilles Schaeffer, directeur du centre de Montry, devant le château dont le parc accueille le centre Épide.

© Pierre Rousseau / cfrimages

Le centre dispense en effet des cours de code – « *c'est l'occasion de transmettre des messages de civisme* » –, fait passer l'attestation scolaire de sécurité routière (ASSR) à tous ses volontaires et finance, via des partenariats avec des auto-écoles, une grande partie du permis : le jeune ne paie que 150 euros de sa poche.

### Échec et réussite

Pour l'Épide, la réussite des jeunes est un objectif et une condition de leur développement. Ce jour-là, huit jeunes affichent ainsi un large sourire en descendant de la camionnette qui les ramène au centre. Et pour cause, ils viennent tous de réussir le service de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP 1) et, pour certains, c'est le premier diplôme de leur vie. Et ils veulent faire carrière dans ce domaine. Deux des jeunes filles présentes ont même une idée très précise : « *Je veux travailler à l'aéroport pour être en contact avec les gens et les protéger face aux dangers du terrorisme* », explique l'une d'elles. L'Épide leur servira d'accélérateur et de facilitateur.

Mais, on s'en doute, tout n'est pas rose non plus au pays du programme Épide. Un chiffre est là pour le rappeler : 35% des jeunes de Montry abandonnent, ou en sont exclus, durant

les premiers mois. Les raisons sont diverses : fragilités psychologiques, addictions, mais aussi démotivation liée à l'absence de projet ou d'entreprise pour les accueillir... sans oublier des problèmes de discipline, pas toujours simples à gérer. Pour réduire ces échecs, l'Épide mise sur l'individualisation des parcours et l'accompagnement social adapté. « *Notre jeune a besoin qu'on le regarde et qu'on le valorise* », explique Gilles Schaeffer, le directeur du centre de Montry. La citoyenneté, la socialisation et l'autonomie sont aussi au cœur du projet pédagogique de l'établissement : « *On les sensibilise aux valeurs*

*de la République – cérémonie des couleurs et Marseillaise entonnée au moins une fois par semaine – et aux normes de la société. Notre mission, c'est de leur redonner du savoir-être. Nous leur apprenons à être des citoyens à part entière* », explique ainsi Ghislaine Detranchant.

— Anne Dhoquois

#### En savoir +

— [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr)

1 - Centre régional d'éducation populaire et de sport : les ministères de la Défense, de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des sports, de l'Agriculture mettent à disposition des sites.

2 - Le prénom a été modifié.

## Les centres Épide en chiffres

- **20 établissements en France**, dont 3 en Île-de-France.
- **2 100 jeunes** accueillis.
- **5 sessions d'admission** par an.
- **85 % des jeunes** restent un an à l'Épide.
- Public : **30%** de filles, **35%** de jeunes issus de ZUS.
- **76 % des jeunes** allant au bout du parcours sont **insérés professionnellement** :

emploi ou reprise d'études.

- Parmi les jeunes ayant trouvé un emploi, **39%** sont en CDI, **40%** en contrat en alternance et **21%** en contrats aidés ou CDD de plus de six mois.
- Chaque jeune perçoit une allocation de **300 euros par mois** (dont 150 versés sur un compte bloqué jusqu'à la fin du parcours).



© Fernando Urquijo - Sadrey 04

# Anru

## Une école verte au quartier du Chaperon Vert

Le plus important groupe scolaire 100% énergie propre et renouvelable de France vient de vivre sa première rentrée scolaire. Situé à Arcueil, l'établissement Olympie de Gouges est la pierre angulaire du projet de rénovation urbaine qui remodèle le quartier du Chaperon Vert.

«Se donner tous les moyens pour développer, à l'école du quartier du Chaperon Vert, le développement durable et la mixité sociale.» Laurent de Villepin, directeur de la communication de la mairie d'Arcueil, résume ainsi la volonté de la ville du Val-de-Marne quand elle a initié le projet d'une école 100% énergie propre dans le cadre de son programme de rénovation urbaine, financé par l'Anru.

### Rendre au quartier sa mixité

«Le projet a été lancé en 2005. Le groupe scolaire Joliot-Curie était alors situé en plein cœur des grands ensembles, dont provenait la quasi-totalité de ses élèves. De plus, il monopolisait une grande superficie, qui n'était pas pour favoriser la qualité de vie dans le quartier. Nous avons donc décidé de changer la donne avec une école qui soit d'une part située juste à côté du quartier, afin d'encourager la mixité sociale des élèves, et d'autre part qui soit plus compacte et exemplaire en termes de développement durable», poursuit Laurent de Villepin. «Toutes ces décisions ont été prises avec

les habitants, les parents, les professeurs, dans une démarche de concertation lancée en 2006.» Le projet du Chaperon Vert est, en effet, le seul projet de rénovation urbaine, avec celui de la Vache Noire, qui ait été approuvé par les habitants consultés par référendum en juin 2006. Les travaux de construction de l'école Olympie de Gouges ont commencé en 2008 et se sont achevés en février 2010. La destruction de l'ancien groupe scolaire permettra bientôt de libérer un important espace foncier, sur lequel seront construits des logements privés, sociaux, et même des bureaux.

### Être exemplaire en termes de développement durable

«Nous avons voulu aller jusqu'au bout de la démarche "durable"», explique-t-on à la mairie d'Arcueil. «Les coûts se sont avérés importants, il a fallu faire des choix, et nous avons opté pour la

véritable "énergie zéro" plutôt que pour un projet teinté d'écologie.» La construction du bâtiment a certes avoisiné les 11,2 millions d'euros, mais elle répond aux quatorze recommandations de l'association HQE® (Haute qualité environnementale): optimisation de l'ensoleillement, éclairages multicapteurs variables, triple vitrage, ventilation double-flux, stores, eau chaude solaire, récupération des eaux de pluie, et panneaux photovoltaïques qui assurent l'équivalent de l'électricité consommée par l'école. L'école bénéficiera, en 2013, de la géothermie, qui devrait permettre également de chauffer jusqu'à 6000 logements. «L'établissement a été inauguré en février 2010, mais il vient de vivre sa première rentrée scolaire... au rythme du rodage de tous ces nouveaux équipements !»

— Raphaël de Bengy

«Les coûts se sont avérés importants, il a fallu faire des choix.»

Laurent de Villepin

En savoir +  
— [www.anru.fr](http://www.anru.fr)

## L'Anru renforce son soutien aux porteurs de projets urbains

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) s'est récemment réorganisée afin d'apporter un soutien plus efficace aux porteurs de projet. Elle a créé deux directions opérationnelles, une pour la région Île-de-France et une pour le reste du territoire. Elle a également créé le pôle d'appui opérationnel (PAO) qui, comme son nom l'indique, est dédié au soutien aux porteurs de projet lorsqu'ils rencontrent des difficultés particulières. Responsable du PAO, Éléonore Hauptmann précise : «Nous cherchons plus spécifiquement à apporter expertise et appui technique aux porteurs de projet, à contribuer à la montée en puissance des compétences de leurs équipes ainsi que des délégations territoriales et à structurer les échanges d'expériences. Pour résoudre certaines questions, nous mettons à la disposition des chefs de projet des experts et consultants spécialisés qui les aident.»



# Epareca installe des artisans dans les quartiers

On connaît Epareca pour ses interventions sur les centres commerciaux situés dans les quartiers populaires. Désormais, l'Établissement ajoute une nouvelle corde à son arc : la construction de pôles dédiés aux artisans. Il explore ainsi une nouvelle voie pour redynamiser le tissu économique local.

Bruay-sur-l'Escaut (12 000 habitants), sa zone franche urbaine, sa communauté d'agglomération (Valenciennes métropole)... et son futur pôle artisanal. Ce projet baptisé Bruay'co, né à la suite d'une première collaboration entre Epareca et la Ville, sortira de terre au premier semestre 2011 au sein de la zone d'activités Poléco. Cette première expérience constitue pour Epareca une nouvelle opportunité de développer de l'emploi pérenne au niveau local et d'élargir son champ d'intervention.

## Redynamiser

«L'artisanat, ce sont des entreprises qui embauchent, ne délocalisent pas et sont pérennes», explique le maire, Jacques Marissiaux. Et d'ajouter : «Rénover les logements, c'est bien. Donner du travail aux gens et aider au développement des entreprises, c'est encore mieux.»

## Le pôle artisanal en chiffres

- Budget : **plus de 3 millions d'euros** (dont près de 2 millions apportés par Epareca et 611 000 par Batixia, le reste se partageant entre la communauté d'agglomération et le conseil général du Nord)
- **9 locaux de 100 m<sup>2</sup> et 13 de 150 m<sup>2</sup>**, modulables en locaux de 100, 150, 200, 250 ou 300 m<sup>2</sup>
- Loyer mensuel au m<sup>2</sup> : **49,5 euros** + une dizaine d'euros de charges



© Epareca

D'autant que les artisans connaissent souvent des difficultés pour trouver des locaux adaptés à leurs activités, bien situés et à des prix abordables. Ce que confirme Manuela Abalain, chargée d'études chez Epareca : «Des études sur l'offre et la demande en matière de locaux ont été menées dans le cadre du dispositif ZFU et nous ont permis de constater un fort besoin dans ce secteur». Au final, cet hôtel d'artisans, comme l'appelle le maire, comprendra vingt-deux cellules modulables, d'une superficie minimale de 100 ou 150 m<sup>2</sup>, réparties en trois bâtiments d'une surface totale de 3 000 m<sup>2</sup>.

## Adapter

Pour être sûre de proposer des locaux adaptés, la mairie s'est rapprochée de la chambre de métiers et de l'artisanat de Valenciennes. Cette dernière a alors mené une étude auprès d'une dizaine d'artisans. Sur cette base, Epareca, en tant que maître d'ouvrage, a conçu un cahier des charges technique spécifique. «Il y a eu des changements dans le cahier des charges. On a été entendu et c'est très bien. Cela va permettre de créer un pôle répondant réellement aux besoins des artisans», se réjouit Sylvia Dominiak, directrice de la chambre de métiers et de l'artisanat de Valenciennes. Quelques artisans se sont déjà montrés intéressés. Et pour cause : outre l'attrait fiscal et social lié à l'implantation du pôle en pleine zone franche, le prix au mètre carré est très compétitif, chaque locataire ayant droit par ailleurs à trois places de stationnement. Et puis, la zone est bien située, à

vingt minutes à peine de l'autoroute A23 reliant Lille à Valenciennes.

## Associer

Cette opération a donné lieu au développement de nouveaux partenariats, au premier rang desquels celui avec la chambre de métiers et de l'artisanat de Valenciennes. En plus de son rôle en amont du projet, cette dernière a aussi pour mission d'informer les artisans de la région de la construction de ces locaux afin de trouver preneurs, notamment dans le tertiaire

et le BTP second œuvre. Le projet a également mobilisé des financements spécifiques auprès de Valenciennes métropole, du conseil général du Nord, et de Batixia, Société d'investissement régional du Nord-Pas de Calais, qui intervient comme co-investisseur.

«L'objectif, c'est d'impulser une dynamique économique sur ce territoire et d'encourager la création et le développement d'activités artisanales», résume Manuela Abalain qui précise que, comme pour toutes les opérations menées par Epareca, le pôle artisanal sera remis sur le marché dès que les conditions de pérennité seront réunies. Et de conclure : «Le développement de pôles artisanaux s'intègre désormais aux missions d'Epareca.» Bruay'co devrait donc faire des petits...

— Anne Dhoquois

«Rénover les logements, c'est bien. Aider au développement des entreprises, c'est encore mieux.»

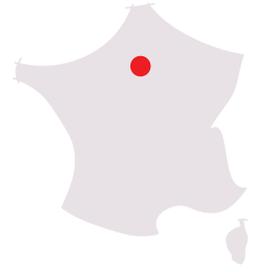
Jacques Marissiaux

En savoir +

— [www.epareca.org](http://www.epareca.org)

Asnières-sur-Seine

# À fond sur le « busing »



Asnières-sur-Seine (92), qui a reçu le 10 septembre dernier Fadéla Amara, expérimente pour la troisième année le « busing », transfert d'élèves de quartiers populaires vers d'autres écoles de la ville. Objectif : favoriser la mixité sociale et lutter contre l'échec scolaire.

**Interview de Sébastien Pietrasanta, maire de la commune**

## Depuis 2008, vous expérimentez le busing. Pourquoi vous êtes-vous engagé dans cette voie ?

J'ai toujours été sensible aux mesures favorisant une plus grande mixité sociale. En juin 2008, j'ai décidé de répondre à l'appel à projets lancé par le ministre de l'Éducation nationale et Fadéla Amara et, malgré les délais très courts, souhaité mettre en place ce dispositif dès la rentrée 2008.

## Concrètement, comment cela se passe-t-il ?

Si le financement de cette opération est principalement assuré par l'État, la Ville s'occupe de toute la logistique. Pour autant, dès juin 2008, le sous-préfet à la ville et l'inspecteur d'académie m'ont tous les deux assuré de leur soutien dans la mise en œuvre de cette opération. J'ai pu rencontrer les directions scolaires « ciblées », puis

les représentants de parents d'élèves concernés qui ont tous adhéré au projet. D'une manière générale, l'accompagnement de tous (Éducation nationale, représentants de parents d'élèves, familles et enfants) s'est fait assez rapidement et sans difficultés majeures. La première année, pour que tout fonctionne bien, j'ai rencontré toutes les familles chaque trimestre.

## Combien d'élèves sont concernés par le busing ?

En septembre 2008, douze élèves étaient concernés. Ainsi, quatre CP, deux CE1, deux CE2, deux CM1 et deux CM2 dépendant du groupe scolaire René-Descartes, situé dans les Hauts d'Asnières, ont pu être scolarisés à l'école élémentaire Jean-d'Ormesson, localisé dans un quartier de familles de cadres moyens et supérieurs.

L'an dernier, treize élèves étaient concernés par le dispositif. Cette année ils seront onze.

## Un bilan positif après deux années d'expérimentation ?

Nous débutons notre troisième année mais le bilan est d'ores et déjà positif. J'avais dit à

l'ensemble des partenaires que l'expérience serait réussie lorsque les enfants issus de Descartes seraient invités aux anniversaires de leurs petits camarades de Jean-d'Ormesson, et c'est ce qui s'est passé. Elle sera totalement aboutie lorsque des familles des quartiers plus favorisés souhaiteront inscrire leurs enfants dans les écoles des quartiers plus populaires. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, nous en sommes conscients. Il faut pour cela créer les conditions nécessaires.

## Quelles sont les prochaines étapes ?

L'opération busing a été le départ d'autres initiatives. Grâce au soutien de l'État, une véritable politique en faveur de la mixité sociale a été développée à Asnières. Nous avons ainsi mis en place, à la rentrée de septembre 2009, des classes d'excellence dans les écoles classées en réseau ambition réussite (anciennement ZEP) : une classe théâtre animée par le Studio Théâtre, troupe à résidence dans notre ville,

une classe orchestre animée par le conservatoire d'Asnières, et une classe bilangues. C'est par ces enseignements originaux et novateurs que nous réussirons à valoriser les écoles des quartiers populaires. À côté de cette expérience, il faut favoriser les échanges entre les écoles. L'école Descartes des Hauts d'Asnières a ainsi créé une radio. Les enfants des autres écoles y viennent désormais pour des ateliers communs. Tout cela suppose une réelle volonté de tous les acteurs de terrain, enseignants, éducateurs, parents, associations. Quant à l'équipe municipale, elle est là pour susciter et accompagner les initiatives.

— Propos recueillis par BG

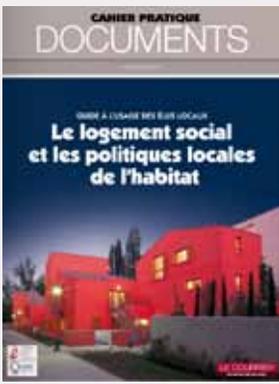
**« J'avais dit que l'expérience serait réussie lorsque les enfants issus de Descartes seraient invités aux anniversaires de leurs petits camarades de Jean d'Ormesson. C'est ce qui s'est passé. »**

Sébastien Pietrasanta



En savoir +

— [www.asnieres-sur-seine.fr](http://www.asnieres-sur-seine.fr)



**Découvrir**

## Logement social et politiques locales de l'habitat

Parution d'un guide à destination des élus locaux  
AMF-USH

— L'Association des maires de France et l'Union sociale pour l'habitat présentent un guide à l'usage des élus, véritable vademecum destiné à leur donner des repères sur ce secteur très réglementé et complexe du logement social, et sur le rôle qu'il joue en matière de développement économique.

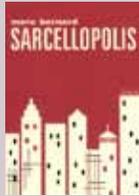
Éd. du Moniteur, Cahiers pratiques, juin-juillet 2010

### Sarcellopolis

De Marc Bernard

— À la fois reportage journalistique sur la ville nouvelle de Sarcelles en 1964 et sa population, étude sociologique en points d'interrogation, fable cocasse et gouleyante.

Éd. Finitude, 224 p. (1964, réédition 2010)



### La politique de la ville entre ombres et lumières

De Stéphane Menu

— Cet ouvrage se propose de tirer un bilan de près de trente ans de politique de la ville et de chercher, dans les orientations de l'actuelle dynamique Espoir banlieues proposée par la secrétaire d'État à la Ville Fadéla Amara, des raisons de croire en l'utilité d'une politique publique si injustement décriée.

Essai - Éd. Territorial, n° 20, décembre 2009

### Les sociétés et leur école : emprise du diplôme et cohésion sociale

De François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit



— Une vision commune voudrait que l'éducation scolaire contribue à créer des sociétés meilleures. Comment l'école pourrait-elle transformer la société ? Les auteurs, sociologues, ont cherché à comprendre en comparant les sociétés et les

systèmes éducatifs d'une trentaine de pays. Incontournable...

Éd. Seuil, août 2010

### Banlieue, quartier, ghetto, zone, cité... et puis quoi encore ?

Dossier coordonné par Farid Rahmani

— Réflexions sur la banlieue : grands ensembles français, banlieue et cités-ghettos, heurts et bonheurs dans les quartiers populaires de type grand ensemble, des gentils «beurs» à la méchante «racaille», éducation prioritaire : discrimination positive ?

Éd. Téaadre, juillet 2010

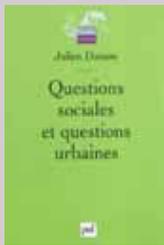


### Les Universités populaires de parents

Des parents acteurs, chercheurs et citoyens. Ouvrage collectif sous la direction d'Emmanuel Murcier et Michelle Clausier

— Créées en 2005, les Universités populaires de parents (UPP) ont lancé des recherches sur la parentalité, abordant ainsi la place qu'elle occupe face au décrochage scolaire, à la transmission des valeurs, à la cohérence éducative... Des travaux qui servent ensuite de supports à des débats. Cet ouvrage présente la démarche des UPP et les résultats de leurs recherches.

Éd. Acep - chronique sociale, juin 2010  
www.upp-acepp.com



### Questions sociales et questions urbaines

De Julien Damon

— Cet ouvrage, à vocation de manuel, repose sur l'analyse de douze contributions portant sur trois thèmes : l'exclusion, la justice sociale, les dynamiques urbaines. Un livre pour observateurs et opérateurs s'intéressant aux questions sociales et aux questions territoriales.

Presses universitaires de France (collection «Quadrige»), août 2010



### Book initiatives

— Un guide à l'attention des professionnels associatifs, qui est plus que jamais d'actualité. Trente bonnes pratiques ont été classées en fonction de six types d'actions qui favorisent l'accès à l'emploi durable des habitants des quartiers.

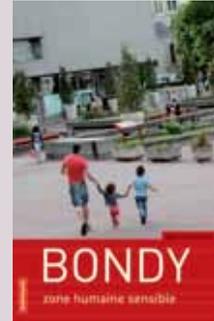
Éd. IMS - oct. 2008

### Bondy - zone humaine sensible

Par Anne Dhoquois

Photographies d'Anne Reh binder

— À travers vingt et un portraits de Bondynois et/ou de professionnels qui travaillent à Bondy (93), la journaliste Anne Dhoquois nous fait découvrir une banlieue à laquelle on ne s'attend pas : une prépa Sciences Po, une antenne de l'École supérieure de journaliste (ESJ), l'une des plus prestigieuses



de la profession, un café philo, la maîtrise de Radio France, une association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), une université populaire, ou encore le désormais célèbre Bondy Blog... Si on y ajoute plusieurs projets urbains en cours, des commerçants dynamiques et des habitants amoureux

de leur ville, l'ouvrage illustré par les clichés d'Anne Reh binder raconte une ville du «93» en mouvement et où il fait aussi bon vivre.

Éd. Autrement, collection «villes en mouvement», 272 pages, oct. 2010

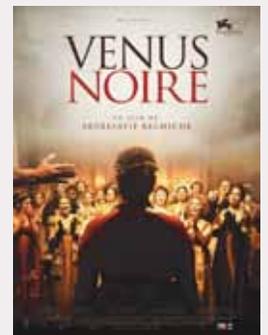
### A voir

## « Vénus noire » de Abdellatif Kechiche

Film sélectionné pour la Mostra de Venise, 67<sup>e</sup> festival de Venise, du 1 au 11 septembre 2010

— Un long métrage sur l'histoire véridique de la Vénus Hottentote, de son vrai nom Saartjie Baartman. Née en Afrique du Sud à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette jeune femme fut d'abord esclave puis emmenée en Europe où elle fut traitée comme une bête de foire à cause de son physique hors norme. Condamnée à vivre comme un «sous-homme», elle symbolise les ignominies perpétuées par l'Occident.

Sortie le 27/10/2010



© MK2 Diffusion

## Je m'abonne à Ensemble la Ville

Nom ..... Prénom .....

Organisme / Institution ..... À renvoyer au

Adresse ..... Secrétariat général à la Ville

Code postal ..... Ville ..... 194 avenue du Président-Wilson

Tél. .... 93217 Saint-Denis-la-Plaine Cedex

E-mail ..... @ ..... France

# Réussir Aujourd'hui pour s'épanouir demain



© Gaëlle Blandy

Réussir Aujourd'hui est une association créée en 2004 pour aider des lycéens issus de milieux modestes à accéder à des filières d'excellence. Avec le soutien de la Politique de la ville, via l'Acsé, elle a pour objectif de lutter contre l'autocensure pour rétablir l'égalité des chances.

«Ce qui nous a réunis au sein de l'association, c'est une idée de l'humanisme et de l'égalité laïque à la française», affirme Jean-Claude Barrois, président et fondateur de Réussir Aujourd'hui.

De cinq bénévoles à l'époque, l'association est passée à une cinquantaine aujourd'hui. Particularité : tous les membres sont d'anciens hauts fonctionnaires ou cadres supérieurs d'entreprise, aujourd'hui

en fin de carrière ou à la retraite. «C'est important d'apporter une référence adulte positive à des enfants soumis à un stress social important», explique le président. Lesdits enfants, sélectionnés par les proviseurs des établissements partenaires – une douzaine à ce jour – et par l'association, sont issus de milieux populaires ; ils sont aussi travailleurs, motivés et désireux d'intégrer une filière d'excellence (classes prépas, Sciences Po, médecine, droit...). Regroupés en cohorte – quinze à vingt élèves en première puis en

terminale – au sein de l'association, ils suivent un atelier hebdomadaire de trois heures animé par deux bénévoles. Au programme : ouverture, appropriation de son ambition via une aide à l'orientation, confiance en soi. «Pourquoi ces enfants bons au lycée échouent-ils par la suite ? questionne Jean-Claude Barrois. Parce qu'ils font face à des problèmes de décodage du système et d'intégration.»

L'atelier consiste essentiellement en une lecture approfondie d'articles de presse choisis par les élèves et en des exposés sur des thèmes définis par les animateurs. Les jeunes bénéficient aussi de sorties mensuelles (musées, entreprises, journaux...) et de séjours pédagogiques de plusieurs jours, comme à Caen ou à Barcelone récemment. Enfin, l'association propose, à ceux qui le souhaitent, de passer trois semaines en Angleterre ou en Irlande, l'occasion de s'autonomiser et de se confronter à l'altérité.

«On tente ainsi de remédier à une culture générale souvent insuffisante. On essaie aussi de faire le lien entre les connaissances scolaires

théoriques et la société dans laquelle les jeunes s'inscrivent, on veut leur apprendre à travailler, à s'exprimer et à argumenter», expose Jean-Claude Barrois.

Et pour enfoncer le clou, l'association organise depuis quelques années «les Écuries d'été», trois semaines de travail intensif pour familiariser les élèves au rythme des classes prépas et à leur niveau d'exigence.

## Premier bilan

En 2009, une étude menée auprès de soixante-cinq élèves suivis (sur 350) a montré que 60% d'entre eux avaient entrepris des études supérieures sélectives longues. Une réussite que le président de l'association entend

pousser plus loin. Les bénévoles, qui disposent de réseaux professionnels performants, sont invités à venir en aide ponctuellement aux anciens bénéficiaires : ils peuvent les accompagner dans la recherche d'un prêt, un logement, un ordinateur, un stage... Un système de bourses privées a également été mis en place à destination de ces jeunes. Sans nier les difficultés et les échecs souvent liés à l'environnement social du jeune, Jean-Claude Barrois ne cache pas sa satisfaction mais sans jamais perdre de vue son ambition : «faire de ces jeunes des adultes responsables assumant leur choix».

— Anne Dhoquois

## Contact

— 56 avenue Ledru-Rollin - 75012 Paris  
— [www.reussiraujourd'hui.fr](http://www.reussiraujourd'hui.fr)

## Le tutorat au cœur des Cordées de la réussite

150 nouvelles Cordées de la réussite ont été créées à la rentrée 2010 portant à 250 le nombre de cordées labellisées. cinq millions d'euros y sont consacrés grâce au financement conjoint du secrétariat d'État à la Politique de la ville (4 M€) et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (1 M€). Avec pour objectif d'aider les élèves motivés, issus de quartiers populaires, à intégrer une filière d'excellence, les Cordées de la réussite se traduisent par la mise en oeuvre d'actions multiples : tutorat, accompagnement académique et scolaire, accompagnement culturel...